

Du Peacebuilding Au Supply Chain Security: Le Nexus Luanda-Doha-Washington Et La Fabrication Du Dérisquage Minier Dans L'est De La RDC

[From Peacebuilding To Supply Chain Security : The Luanda-Doha-Washington Nexus And The Creation Of Mining De-Risking In Eastern DRC]

Amu Kabale John¹, Mesongolo Nkoy Mafuta Rachel², Nzungi Masengu Arlette³

¹Affiliation : Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH)

Statut : Chercheur ASR (2^{ème} mandat)

Adresse postale : 3, Avenue du Comité Urbain, Commune de la Gombe, B.P. 3474, Kinshasa, République
Démocratique du Congo

E-mail : amukabale@gmail.com

Téléphone : +243 814192150

²Affiliation : Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH)

Statut : Chercheur ASR (2^{ème} mandat)

Adresse postale : 3, Avenue du Comité Urbain, Commune de la Gombe, B.P. 3474, Kinshasa, République
Démocratique du Congo

E-mail : mesongolorachel1@gmail.com

³Affiliation : Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH)

Statut : Chercheur ASR (1^{er} mandat)

Adresse postale : 3, Avenue du Comité Urbain, Commune de la Gombe, B.P. 3474, Kinshasa, République
Démocratique du Congo

E-mail : arlettenzungi2@gmail.com

Auteur correspondant : AMU KABALE JOHN



Résumé : Cet article analyse l'émergence d'un nouveau paradigme d'intervention internationale dans l'Est de la République Démocratique du Congo, structuré autour du nexus stratégique Luanda-Doha-Washington. Il démontre comment la convergence d'intérêts de ces acteurs opère un glissement de la consolidation de la paix (peacebuilding) vers une logique de sécurisation des chaînes d'approvisionnement (supply chain security), directement motivée par la compétition mondiale pour les minerais critiques. Mobilisant une méthodologie de traçage de processus (process-tracing) et l'analyse d'accords bilatéraux (2020-2024), cette recherche révèle une division fonctionnelle des rôles associant la diplomatie logistique angolaise, le capital financier qatari et la garantie normative américaine. Les résultats mettent en lumière la fabrication d'un mécanisme de « dérisquage » (de-risking) minier sélectif, conçu pour immuniser les flux commerciaux contre l'instabilité locale. En conclusion, l'analyse démontre que cette stratégie privilégie la fluidité des exportations

vers les marchés mondiaux au détriment de la sécurité humaine des populations locales. L'originalité de cette contribution réside dans la théorisation des effets souverainetaux de ce modèle : en substituant la sécurité des infrastructures à la sécurité humaine, il fragmente la souveraineté congolaise en « archipels d'investissement » déconnectés des populations, reconfigurant ainsi les inégalités socio-spatiales au profit d'une logique extractive globalisée.

Mots-clés : Souveraineté, Minerais critiques, Corridors, Sécuritisation, Diplomatie

Abstract: This article analyzes the emergence of a new paradigm for international intervention in eastern Democratic Republic of Congo, structured around the strategic Luanda-Doha-Washington nexus. It demonstrates how the convergence of interests among these actors is shifting the focus from peacebuilding to supply chain security, directly motivated by global competition for critical minerals. Using a process-tracing methodology and analysis of bilateral agreements (2020-2024), this research reveals a functional division of roles involving Angolan logistical diplomacy, Qatari financial capital, and US normative guarantees. The results highlight the creation of a selective mining « de-risking » mechanism designed to immunize trade flows against local instability. In conclusion, the analysis demonstrates that this strategy prioritizes the fluidity of exports to global markets at the expense of the human security of local populations. The originality of this contribution lies in the theorization of the sovereign effects of this model : by substituting infrastructure security for human security, it fragments Congolese sovereignty into « investment archipelagos » disconnected from the populations, thus reconfiguring socio-spatial inequalities in favor of a globalized extractive logic.

Keywords : Sovereignty, Critical minerals, Corridors, Securitization, diplomacy,

1. INTRODUCTION-PROBLÉMATIQUE

Depuis près de trente ans, l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) est marqué par une instabilité chronique qui a mis en échec les approches classiques de consolidation de la paix [1, 3, 4]. Pendant longtemps, la réaction de la communauté internationale s'est inscrite dans une logique de « Peacebuilding » (consolidation de la paix), incarnée par la présence massive et prolongée de la mission onusienne (MONUSCO).

Cette approche postulait, du moins théoriquement, que la sécurisation des populations civiles et la restauration de l'autorité de l'État étaient les préalables indispensables à tout développement économique. Cependant, le retrait progressif des opérations de peacebuilding et la montée en puissance de la demande mondiale en minerais dits « critiques » (cobalt, cuivre, coltan) ont favorisé l'émergence d'une nouvelle architecture d'intervention internationale. Cette architecture, que nous qualifions de nexus Luanda-Doha-Washington, opère un glissement de finalité : de la protection des populations vers la sécurisation des flux et des infrastructures logistiques.

Ce « Nexus Luanda-Doha-Washington » ne se contente pas de remplacer les anciens acteurs ; il change la règle du jeu. Le but n'est plus cette paix universelle et inclusive recherchée par le Peacebuilding. Avec des projets comme le Corridor de Lobito, les investissements miniers stratégiques suggèrent cette fois un glissement vers le concept de « Supply Chain Security » (sécurité de la chaîne d'approvisionnement). Ce changement de paradigme intervient dans un contexte où la transition énergétique mondiale accroît la pression sur les ressources congolaises (cobalt, cuivre, coltan); la sécurité ne sert plus à protéger les gens, mais à fluidifier la logistique.

Dès lors, la problématique centrale de cette étude réside dans la nature de ce glissement sémantique et opérationnel. Comment ce passage du peacebuilding au supply chain security se matérialise-t-il concrètement ? Ce repositionnement stratégique, orchestré par le triangle Luanda-Doha-Washington, ne risque-t-il pas de consacrer un abandon des populations locales, laissées en marge pour les flux commerciaux ? Et quelles en sont les conséquences politiques, spatiales et sociales pour la souveraineté congolaise et la

sécurité humaine ? En d'autres termes, assistons-nous à la fabrication d'un « dérisquage » (de-risking) minier qui sécurise les capitaux internationaux tout en précarisant davantage la sécurité humaine ?

Notre thèse est que ce nexus Luanda-Doha-Washington ne vise pas à résoudre la violence à sa racine (éteindre le conflit) mais à le contourner. Il s'agit de construire une stabilité sélective : un mécanisme de dérisquage (de-risking) qui immunise les chaînes d'approvisionnement et crée des enclaves d'investissement protégées, au risque de marginaliser les populations hors de ces périmètres. La diplomatie de Luanda, l'argent de Doha et le parapluie américain s'allient pour extraire le risque de la chaîne de valeur, sans pour autant résoudre la violence qui frappe les Congolais.

Cette recherche comble une lacune importante dans les études sur les interventions extérieures en RDC : si de nombreux travaux ont analysé séparément le peacebuilding, la géopolitique des corridors ou la finance du dérisquage, très peu ont examiné la manière dont ces trois dynamiques se combinent au sein d'un même dispositif stratégique opérant simultanément sur les plans diplomatique, logistique et financier. Cet article apporte ainsi une contribution originale en démontrant que le nexus Luanda-Doha-Washington constitue une architecture intégrée qui reconfigure en profondeur les objectifs, les bénéficiaires et les spatialités de la sécurité en RDC

Pour étayer cette réflexion, cet article s'articulera autour de quatre moments clés. D'abord, nous reviendrons sur les débats théoriques pour comprendre pourquoi le *Peacebuilding* a cédé la place à la sécurité logistique. Ensuite, nous détaillerons notre méthode d'analyse documentaire. Nous décortiquerons alors le rôle de chaque acteur de ce nexus, avant de discuter, enfin, des mécanismes de ce « dérisquage » et de ses conséquences pour la souveraineté de la RDC.

Sur le plan théorique, cet article contribue aux études critiques de la sécurité et de l'économie politique internationale en proposant le concept de souveraineté en archipel, permettant d'analyser la fragmentation territoriale produite par les dispositifs contemporains de dérisquage logistique dans les États affectés par des conflits prolongés.

2. REVUE DE LA LITTÉRATURE

Cette section analyse l'évolution des concepts théoriques nécessaires à la compréhension du basculement observé en RDC. Elle examine d'abord l'essoufflement du modèle traditionnel de consolidation de la paix, avant d'aborder la montée en puissance de la sécurité logistique et du concept financier de « dérisquage » appliqué à la géopolitique.

2.1. Les limites du *Peacebuilding* libéral en RDC : De la protection des civils à l'impasse sécuritaire

La littérature académique sur la gestion des conflits en RDC est dominée par une critique du « *Peacebuilding* libéral ». Ce paradigme, théorisé notamment par Richmond et Paris, postule que la paix durable s'obtient par la greffe simultanée de la démocratie libérale et de l'économie de marché [2,3]. C'est ce logiciel qui a guidé le déploiement massif de la MONUSCO.

Cependant, de nombreux auteurs ont mis en évidence les limites ontologiques de cette approche. Autesserre montre notamment que, en se focalisant sur une résolution « par le haut » (élections, réformes institutionnelles à Kinshasa) et en négligeant les micro-dynamiques locales du conflit, le peacebuilding international a contribué à produire une forme de « paix virtuelle » [4]. Dans la même veine, Vlassenroot et Raeymaekers soulignent que cette intervention a souvent figé les structures de prédation existantes sans s'attaquer aux causes profondes de la violence [5].

Il ne faut pas non plus négliger l'analyse développée par De Waal autour du concept de « marché politique ». Pour lui, la violence n'est pas une anomalie, mais une monnaie d'échange rationnelle pour les élites. Le peacebuilding classique échoue car il n'offre pas assez de compensations financières pour « acheter » la loyauté des acteurs armés [6]. Face à cette impasse, les partenaires

internationaux semblent avoir progressivement renoncé à l'ambition de transformer en profondeur la société pour se concentrer sur un objectif jugé plus tangible : la gestion des risques.

L'échec relatif de ce modèle à sécuriser durablement l'Est du pays a créé un vide conceptuel et opérationnel, ouvrant la voie à des approches jugées plus « pragmatiques » par les acteurs internationaux, moins axées sur la transformation sociale que sur la gestion des risques.

2.2. L'émergence du Supply Chain Security dans la géopolitique des minerais critiques

Puisque la paix globale apparaît de plus en plus hors de portée, une autre priorité s'impose progressivement : la « sécurité de la chaîne d'approvisionnement » (supply chain security). Initialement cantonné aux domaines logistiques et industriels, ce concept s'est imposé comme un enjeu de sécurité nationale, devenu central pour la transition énergétique mondiale [7].

Dans ses travaux sur la géopolitique des ressources, l'auteur Le Billon, avait anticipé cette tendance : on ne cherche plus à sécuriser un territoire entier, mais à verrouiller des « corridors » utiles. Avec la ruée mondiale sur le (cobalt, lithium, cuivre) nécessaires aux technologies vertes [8]. L'objectif est que le flux extractif atteigne les marchés mondiaux, peu importe si la zone environnante est en feu. C'est ce que Mayer appelle la « sécurisation des flux » : on protège l'infrastructure commerciale, pas la population [9].

La sécurité se redéfinit alors comme sécurité des flux plutôt que sécurité des personnes : l'enjeu est la fluidité logistique vers les marchés mondiaux.

2.3. Le « Dérisquage » (De-risking) comme nouveau paradigme d'intervention économique et politique

Le dernier concept clé pour décrypter ce puzzle est celui de « de-risking » (dérisquage). Initialement issu du vocabulaire financier, il désigne l'ensemble des dispositifs publics et privés visant à réduire le risque perçu par les investisseurs [10]. Gabor montre, dans une analyse critique, que ce mécanisme est progressivement devenu une véritable stratégie d'État [11]. Le « Consensus de Wall Street » pousse désormais les gouvernements et les bailleurs de fonds à utiliser leur puissance diplomatique pour sécuriser les profits privés dans le Sud [11].

Appliqué au contexte congolais, le dérisquage dépasse la simple assurance financière. Il devient une stratégie géopolitique dans laquelle des acteurs étatiques tels que les États-Unis à travers le Partenariat pour les infrastructures mondiales, ou l'Angola via sa diplomatie militaire interviennent pour fabriquer artificiellement des bulles de stabilité [12]. Au fond, le paradigme de l'intervention extérieure s'en trouve profondément transformé.

Contrairement au peacebuilding qui cherchait à éliminer la source du risque en s'attaquant aux causes du conflit armé, le dérisquage cherche avant tout à isoler l'investisseur des conséquences du risque. Cette littérature suggère que l'intervention extérieure ne vise plus à « réparer » l'État failli, mais à le rendre « investissable » par segments, validant ainsi notre hypothèse de départ.

3. MATÉRIEL, TERRAIN ET MÉTHODOLOGIE

Pour saisir la complexité du glissement paradigmatique du peacebuilding vers le supply chain security, cette étude s'inscrit dans une démarche qualitative relevant des relations internationales et de la géopolitique critique. Elle ne repose pas sur une enquête ethnographique de terrain, mais sur l'analyse des interactions stratégiques au niveau macro-politique.

3.1. Approche méthodologique : Le traçage de processus (Process-tracing)

L'architecture méthodologique de cet article repose principalement sur le « traçage de processus » (process-tracing). Cette méthode permet d'identifier les mécanismes causaux qui relient des variables indépendantes (les intérêts convergents de Luanda, Doha et Washington) à une variable dépendante, à savoir la mise en place d'une sécurité logistique en RDC.

Plutôt que de se limiter à l'observation de simples corrélations, le traçage de processus nous a permis de reconstituer la séquence temporelle des événements depuis 2020. Nous avons cherché à démontrer comment chaque sommet diplomatique, chaque accord de financement et chaque déclaration conjointe ont contribué à éroder progressivement la priorité donnée à la paix globale au profit d'une sécurisation ciblée des corridors d'exportation. Cette approche est particulièrement adaptée pour analyser les décisions prises à huis clos dans les cercles diplomatiques et leur traduction opérationnelle sur le terrain minier.

Le choix de ne pas recourir à une enquête de terrain s'explique par la nature même de l'objet étudié. Le nexus Luanda-Doha-Washington relève de négociations diplomatiques, financières et sécuritaires largement opaques, dont les décisions sont prises dans des arènes étatiques et para-étatiques difficilement accessibles à l'enquête ethnographique classique. Dans ce contexte, le traçage de processus appliqué à des sources diplomatiques, constitue une stratégie méthodologique plus pertinente pour saisir les stratégies à l'œuvre que des observations locales fragmentaires.

Afin d'assurer la robustesse empirique du traçage de processus, trois types de tests causaux ont été mobilisés : (1) le "hoop test", permettant d'éliminer les mécanismes incompatibles avec les données ; (2) le "smoking gun test", utilisé pour identifier les indices fortement probants de la séquence étudiée ; et (3) le "mechanism test", destiné à vérifier la cohérence interne des liens entre événements diplomatiques, engagements financiers et matérialisation logistique. L'application combinée de ces tests renforce la validité interne de l'analyse et la crédibilité des mécanismes proposés.

3.2. Corpus documentaire et matériel

Nous avons passé au crible une documentation hétérogène couvrant la période de janvier 2020 à juin 2024. Ce bornage temporel n'est pas anodin : il correspond à la montée en puissance de la diplomatie régionale angolaise et au revirement stratégique américain en Afrique.

Cette recherche mobilise une majorité de sources anglophones, reflet de la prédominance de l'anglais dans les débats académiques sur la gouvernance, les conflits et les infrastructures globales. Toutefois, des références francophones ont été intégrées afin d'ancrer l'analyse dans les dynamiques régionales et les perspectives critiques issues des espaces francophones. Notre matériel se divise en trois blocs :

1. **Documents officiels et accords bilatéraux** : C'est le cœur du corpus. Nous avons décortiqué les Mémoires d'entente relatifs au Corridor de Lobito, signés entre la RDC, l'Angola, la Zambie et les États-Unis ainsi que sur les communiqués finaux des sommets Luanda consacrés sur la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC et les accords de coopération minière RDC et le Qatar [13].
2. **Déclarations diplomatiques et stratégiques** : ont été examinées à travers l'analyse des fiches techniques du « Partenariat pour les infrastructures mondiales » (PGI) américain ainsi que les discours des officiels angolais et qataris lors des forums miniers internationaux, notamment l'Indaba Mining [13].
3. **Rapports techniques et d'experts** : Les données ont été triangulées avec les rapports du Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC [14], les publications de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) [15], ainsi que les analyses de risques produites par les institutions financières internationales impliquées dans la région. Cette approche a permis de croiser les dynamiques sécuritaires et les réseaux de groupes armés documentés par l'ONU avec la

traçabilité des flux financiers et des revenus extractifs rapportés par l'ITIE, offrant ainsi une vision intégrée des enjeux du conflit.

3.3. Grille d'analyse : Sémiotique des discours sécuritaires

Le traitement des données a été effectué via une analyse de contenu thématique et une analyse critique du discours. Une grille de lecture sémiotique a été appliquée à l'ensemble du corpus afin d'identifier les glissements lexicaux révélateurs de l'évolution des cadres interprétatifs mobilisés par les acteurs internationaux. L'analyse s'est concentrée sur la fréquence d'apparition, les contextes d'usage et les fonctions discursives de deux champs lexicaux concurrents :

- Le premier renvoie au registre du peacebuilding, structuré autour de notions telles que la protection des civils, la réconciliation, la justice transitionnelle et les droits humains.
- Le second relève du registre du dérisquage et de la sécurité logistique, articulé autour de termes tels que chaîne de valeur, corridor, investissement, résilience, minerais critiques et stabilité.

Cette approche a permis de mettre en évidence un processus de substitution discursive : le langage technocratique et logistique tend progressivement à coloniser, puis à supplanter, le vocabulaire humanitaire traditionnel. Ce glissement sémantique contribue à reconfigurer la justification des interventions internationales dans l'Est de la RDC, en les inscrivant moins dans une logique de protection des populations que dans une rationalité de sécurisation des flux et des investissements.

4. RÉSULTATS ET DISCUSSION

4.1. *L'architecture du nexus Luanda-Doha-Washington*

Notre analyse révèle une division du travail méticuleuse entre l'Angola, les États-Unis et le Qatar. Loin d'être des initiatives isolées, mais une architecture interdépendante où chaque acteur apporte une composante essentielle au mécanisme de dérisquage minier en RDC.

4.1.1. Luanda : diplomatie logistique et Corridor de Lobito

L'Angola joue un double rôle : médiateur régional (Processus de Luanda) et fournisseur d'une alternative logistique via le Corridor de Lobito. Les résultats montrent que le rôle de l'Angola a subi une mutation spectaculaire. Historiquement connu pour ses interventions militaires directes en RDC, Luanda s'impose aujourd'hui comme la clé de voûte de la stabilité régionale, mais avec une approche à deux visages [16].

D'une part, sur le plan politique, le « Processus de Luanda » sert de cadre institutionnel pour la gestion des tensions entre la RDC et le Rwanda [17]. Bien que les armes ne se taisent pas complètement, il permet de maintenir un canal diplomatique ouvert, indispensable pour rassurer les marchés.

D'autre part, c'est sur le plan logistique que la bascule s'opère. L'Angola ne vend plus seulement de la médiation, il vend une issue de secours : le Corridor de Lobito. Ce chemin de fer, qui relie le Katanga à l'Atlantique, est présenté comme la solution ultime de désenclavement stratégique [18]. Contrairement aux routes d'exportation traditionnelles vers l'Est (Mombasa, Dar es Salam) ou le Sud (Durban), saturées ou instables, l'axe angolais offre une route plus courte vers les marchés occidentaux.

Concrètement, cette réorientation s'est matérialisée par l'attribution de la concession ferroviaire au consortium occidental « Lobito Atlantic Railway » dont l'examen du contrat de 30 ans révèle un investissement promis de plus de 450 millions de dollars. Ce

montage public-privé, soutenu par les partenaires occidentaux [13], illustre parfaitement comment la diplomatie de Luanda sert de tête de pont aux intérêts corporatifs occidentaux.

Luanda convertit ainsi son capital diplomatique de médiateur en rente de situation logistique, devenant le gardien de la porte de sortie des minerais.

4.1.2. Washington : La garantie stratégique face à Pékin

Dans ce dispositif, les États-Unis jouent le rôle de l'assureur et du gendarme normatif. Washington n'envoie pas de soldats, mais des labels et des garanties financières.

Le soutien américain au Corridor de Lobito, projet phare du Partenariat pour les infrastructures mondiales (PGI), ne relève pas de la philanthropie. Il s'agit d'une contre-offensive géopolitique. Comme le rappellent Sovacool ses travaux sur la géopolitique des minerais critiques, soulignant que la Chine contrôle près de 70 % du raffinage mondial de cobalt [19]. En finançant cet axe ferroviaire vers l'Atlantique, les États-Unis cherchent à détourner physiquement le flux de minerais pour l'arracher à l'orbite chinoise de l'océan Indien. Cette stratégie relève d'une logique assumée de « containment » économique.

Cette garantie n'est pas uniquement rhétorique. Les documents de la Société de financement du développement international des États-Unis (DFC) confirment que Washington envisage un financement direct pouvant atteindre 250 millions de dollars [13]. En mobilisant de tels fonds publics pour une infrastructure située en territoire étranger, l'administration américaine opère un « dérisquage financier » actif. Elle absorbe la part de risque que les banques privées refusent de prendre, transformant ainsi un projet perçu comme trop risqué par les marchés traditionnels en une opportunité d'investissement sécurisée et labellisée par la puissance publique américaine.

De plus, l'analyse des discours du Département d'État révèle une insistance sur les normes ESG (Environnement, Social, Gouvernance). Washington utilise ces standards non pas uniquement pour des raisons éthiques, mais comme une barrière à l'entrée pour les concurrents ne respectant pas ces normes, créant ainsi un écosystème commercial fermé et sécurisé (« trusted network »).

Il convient enfin de souligner que cette stratégie américaine ne se déploie pas dans un vide géopolitique. Elle constitue une réponse directe, bien que tardive, à l'hégémonie chinoise sur le secteur minier congolais. Le dérisquage apparaît ici comme un instrument central du « containment » économique : il s'agit de sécuriser une chaîne d'approvisionnement affranchie de l'emprise de Pékin.

4.1.3. Doha : Le catalyseur financier discret

Enfin, le Qatar constitue le troisième sommet de ce triangle, plus discret mais indispensable. Les données recueillies indiquent une intensification des relations diplomatiques entre Doha et Kinshasa depuis 2021, portée par la volonté du fonds souverain qatari, la Qatar Investment Authority (QIA), de diversifier ses actifs au-delà du secteur pétrolier [20].

Cette stratégie s'est concrétisée par une série d'accords bilatéraux signés lors de la visite présidentielle à Doha en mars 2024, incluant la protection réciproque des investissements. Plus spécifiquement, l'intérêt de la (QIA) pour les minerais critiques s'aligne sur sa prise de participation croissante dans les géants du négoce minier (comme Glencore) [20]. Faisant de Doha un « actionnaire dormant » mais stratégique des chaînes d'approvisionnement en RDC. En parallèle, la tentative de médiation diplomatique qatarie entre Kinshasa et Kigali (2023-2024) démontre une volonté de sécuriser l'environnement politique avant d'y déployer massivement des capitaux, validant la logique de dérisquage en amont.

Dans ce nexus, Doha joue le rôle de catalyseur financier. Pour le consortium occidental, l'apport de capitaux du Golfe permet de mutualiser le fardeau financier et de réduire l'exposition individuelle au risque. Pour la RDC, le partenaire qatari a l'avantage de n'avoir ni passif colonial, ni l'image parfois prédatrice associée à certaines puissances traditionnelles. Doha lubrifie ainsi les rouages économiques du projet, apportant des liquidités là où les banques commerciales demeurent réticentes face au « risque pays » [21].

Pour les autorités congolaises, l'acteur qatari est perçu comme un partenaire relativement « neutre », son rôle est de partager le fardeau financier et d'accélérer la mise en œuvre des infrastructures lorsque les institutions financières classiques adoptent une posture attentiste face au risque du pays. L'intervention qatarie contribue ainsi à la viabilisation financière du projet, en complément des garanties politiques et normatives apportées par Washington et de l'ancrage logistique fourni par Luanda.

4.2. La fabrication du dérisquage minier

À la lumière des résultats exposés, il apparaît que le nexus Luanda-Doha-Washington ne constitue pas une simple alliance de circonstance, mais une véritable ingénierie géopolitique qui se met en place. Cette discussion vise à déconstruire la mécanique de ce « dérisquage » qui, sous couvert de développement, opère un « nouveau partage de l'Afrique » [22] et une mutation radicale de la gouvernance sécuritaire en RDC.

4.2.1. La mécanique du dérisquage : Isoler le capital des aléas du conflit

Le dérisquage ne cherche pas à résoudre le conflit ; il cherche à s'en protéger. Contrairement au *peacebuilding* qui tentait, souvent maladroitement, de traiter les causes sociales et politiques de la violence (réconciliation, désarmement, réformes institutionnelles), le modèle porté par le nexus vise à créer des canaux fonctionnels et stériles au cœur même de l'instabilité

Le Corridor de Lobito illustre parfaitement cette logique d'enclave. Il s'agit de construire une infrastructure hermétique, physiquement et juridiquement protégée par des garanties internationales (américaines) et des capitaux neutres (qataris), permettant aux minerais de traverser des zones instables sans « absorber » le risque politique local. L'Angola, par sa médiation et sa géographie, offre le contournement nécessaire. Le dérisquage ne résout pas le conflit ici ; il le rend inopérant sur la chaîne de valeur. Le risque n'est pas éliminé, il est contourné [23, 24].

Ce phénomène de déconnexion territoriale renvoie à ce que l'anthropologue Ferguson a conceptualisé sous le terme d'« extraction en enclave » [25]. Dans son analyse des économies pétrolières et minières en Afrique, Ferguson démontre comment le capitalisme minier moderne n'a plus besoin d'administrer ou de développer le territoire environnant pour être rentable. Le Corridor de Lobito pousse cette logique à son paroxysme, il dessine une « Afrique utile », faite de rails et de mines connectés à la mondialisation, qui surplombe ce que Ferguson [25] qualifie d'espaces non prioritaires dans l'économie politique extractive contemporaine

Les mécanismes de sécurité (gardes privés, garanties américaines) se focalisent sur la protection de cette membrane. Les populations situées hors de ce périmètre logistique se retrouvent dans une zone de « non-gouvernance » où l'État se désengage. Le dérisquage fabrique ainsi des frontières invisibles mais hermétiques à l'intérieur même du territoire national.

4.2.2. Du citoyen au client : Le primat des flux sur les corps

C'est ici que réside le point de bascule le plus critique, et sans doute le plus inquiétant. Nous assistons au remplacement progressif de la « sécurité humaine » par la « sécurité logistique ».

Dans la grammaire du peacebuilding onusien, le sujet à protéger était la population civile menacée par les groupes armés. Dans la grammaire du supply chain security imposée par le nexus, le sujet devient le minéral stratégique menacé non par la violence armée en tant que telle, mais par la rupture des flux d'approvisionnement.

Cette marchandisation de la sécurité opère un tri violent. Les zones utiles (espaces miniers et corridors logistiques) bénéficient d'une attention diplomatique, financière et sécuritaire maximale, tandis que les zones considérées comme « inutiles » à la transition énergétique mondiale risquent d'être reléguées dans une marginalité chaotique. L'impératif n'est plus que le Congolais vive en paix, mais que le cobalt arrive à bon port.

Cette reconfiguration peut être interprétée, dans la lignée des travaux de Ferguson [25] et Mbembe [28], comme une mise à distance progressive des populations situées hors des périmètres jugés stratégiques.

Ce contraste est saisissant lorsqu'on observe la carte de l'intervention. Alors que des moyens colossaux sont déployés pour sécuriser le corridor ferroviaire vers l'Angola, au sud de la zone de conflit, les territoires du Nord-Kivu, confrontés à l'offensive du M23 (Mouvement du 23 mars) et aux massacres perpétrés par les ADF (Forces démocratiques alliées), ne bénéficient d'aucune initiative d'envergure similaire en matière d'investissement structurel ou de sécurisation durable [14].

Cette dichotomie territoriale confirme que la sécurité n'est plus distribuée selon les besoins humanitaires, mais selon une logique de rentabilité extractive. Le dérisquage dessine une RDC en « peau de léopard » : des îlots protégés, connectés aux chaînes de valeur mondiales, juxtaposés à des zones de non-droit abandonnées, tant qu'elles ne menacent pas la fluidité des flux vers l'Atlantique [26].

4.2.3. Contre-arguments et limites de la thèse du dérisquage

Toute analyse critique du paradigme du dérisquage minier se doit néanmoins d'anticiper les contre-arguments avancés par une partie de la littérature sur le développement des infrastructures en contextes fragiles. Plusieurs objections peuvent être formulées à l'encontre de la thèse selon laquelle la sécurisation des chaînes d'approvisionnement contribuerait mécaniquement à une fragmentation de la souveraineté et à une marginalisation accrue des populations locales.

Un premier contre-argument consiste à considérer le dérisquage comme une stratégie de stabilisation indirecte. Selon cette perspective, la sécurisation ciblée des infrastructures critiques, corridors ferroviaires, sites miniers, permettrait de générer des recettes fiscales, des emplois et des effets susceptibles de renforcer les capacités de l'État congolais. Dans cette optique pragmatique, le dérisquage ne serait pas une alternative au peacebuilding, mais une séquence préalable, destinée à créer les conditions minimales d'une stabilisation. L'investissement dans les corridors serait alors perçu comme un « moindre mal » face à l'échec répété des approches globales de consolidation de la paix.

Un second contre-argument souligne que l'insécurité permanente bloque tout investissement. Pour les financeurs internationaux, le manque de dérisquage (garanties) rend les projets à long terme trop risqués, ce qui isole économiquement la RDC. Dès lors, isoler certaines zones sécurisées n'est pas une volonté d'exclure, mais une nécessité économique pour s'adapter à un pays instable. Protéger les flux devient ainsi la seule solution réaliste face à une crise qui semble insoluble pour l'instant.

Ces arguments soulignent des limites réelles de la critique du dérisquage, qu'il serait réducteur d'ignorer. Toutefois, ils n'invalident pas la thèse centrale de cet article. D'abord, l'idée que les richesses vont se diffuser dans tout le pays reste théorique : en RDC, l'histoire minière prouve que les bénéfices sont rarement redistribués localement. Ensuite, croire que ces zones sécurisées stabiliseront le pays suppose un État fort, alors qu'en réalité, le pouvoir actuel est trop fragmenté pour transformer ces enclaves en moteur de développement.

Enfin, il faut admettre une limite à cette étude : cette étude repose principalement sur une analyse documentaire et discursive de dispositifs diplomatiques et financiers. Si cette approche permet de comprendre les grandes stratégies politiques, elle ne prétend pas mesurer empiriquement comment le dérisquage est vécu sur le terrain par les populations. De futures recherches intégrant des enquêtes de terrain ou des entretiens avec des acteurs locaux pourraient ainsi nuancer, confirmer ou complexifier les conclusions avancées ici.

En définitive, loin de disqualifier la critique du dérisquage, ces contre-arguments en renforcent la portée analytique : ils montrent que le paradigme du supply chain security ne constitue pas une simple réponse technique, mais un véritable choix politique. Ce choix crée des inégalités durables entre les régions et les populations, avec des conséquences floues et parfois risquées pour la souveraineté du pays et la sécurité des habitants.

4.2.4. Risques et limites : Vers une souveraineté en archipel ?

Enfin, ce modèle de dérisquage pose un défi existentiel à la souveraineté de la RDC, La question centrale devient alors celle du coût politique de cette architecture pour l'État congolais. En acceptant cette architecture, Kinshasa risque de voir sa souveraineté se fragmenter en une série d'« archipels de sécurité » fonctionnels mais discontinus.

Il importe toutefois d'introduire une nuance analytique. Si le modèle de dérisquage contribue à fragmenter la souveraineté, il peut également générer certaines externalités positives, telles que la création d'emplois, l'amélioration de certaines infrastructures locales ou la professionnalisation relative de la logistique régionale. Ces effets restent néanmoins secondaires et largement conditionnés à la capacité de l'État congolais à encadrer, réguler et intégrer territorialement ces infrastructures.

Il est impératif de noter que ces externalités (emplois, infrastructures locales) sont strictement confinées au tracé linéaire du corridor, renforçant ainsi l'effet « d'archipel » : la prospérité induite ne rayonne pas vers les zones en conflit du Nord-Kivu, mais reste encapsulée dans la zone de sécurité logistique définie par le nexus.

Le principal danger réside dans l'émergence d'une gouvernance à deux vitesses : d'un côté, une administration efficace pour les investisseurs internationaux, soutenue par le triangle Luanda-Doha-Washington, et de l'autre, une administration fantôme, voire absente, pour le reste du territoire national [27].

Ce schéma évoque de manière préoccupante le « nouveau partage de l'Afrique » analysé par Carmody [22], ainsi qu'une forme de « brutalisme » économique tel que théorisé par Mbembe [28] dans laquelle l'extraction prime sur l'administration du territoire et sur la construction du lien politique. Si le dérisquage parvient à rassurer les marchés financiers internationaux, il pourrait paradoxalement fragiliser davantage le contrat social congolais, en démontrant à la population que la sécurité est techniquement possible, mais qu'elle demeure sélective, réservée à ceux qui paient ou qui génèrent de la valeur extractive..

5. CONCLUSION

Au terme de cette analyse, la reconfiguration en cours dans l'Est de la RDC apparaît clairement non comme une simple évolution diplomatique, mais comme une rupture majeure. Notre hypothèse de départ se confirme : sous l'impulsion du nexus Luanda-Doha-Washington, nous assistons au déclin du Peacebuilding traditionnel, Jugé trop lent, trop coûteux et insuffisamment efficace, il cède progressivement la place à une logique pragmatique de *Supply Chain Security*.

Ce glissement consacre l'entrée dans l'ère du dérisquage minier sélectif. La mécanique apparaît désormais bien huilée : l'Angola fournit l'exutoire logistique via le Corridor de Lobito, le Qatar injecte la fluidité financière nécessaire, tandis que les États-Unis

déploient leur parapluie normatif et stratégique. Ensemble, ils fabriquent une stabilité sur-mesure, calibrée pour sécuriser les flux de minerais critiques indispensables à la transition énergétique mondiale.

Si cette architecture parvient à rassurer les marchés financiers et à relancer certains investissements, elle porte en elle un risque structurel majeur : celui de découpler définitivement la sécurité économique de la sécurité humaine, créant des enclaves prospères au milieu de zones grises persistantes.

Cette étude invite ainsi à repenser les catégories analytiques classiques appliquées aux conflits prolongés. En mettant en lumière la subordination de la sécurité humaine à la sécurité logistique, elle propose un cadre conceptuel susceptible d'éclairer et d'analyser d'autres configurations similaires en Afrique australe, dans la Corne de l'Afrique ou au Sahel, où la logique de protection des flux stratégiques tend progressivement à supplanter les ambitions transformatrices du peacebuilding.

En définitive, l'enjeu n'est plus seulement de savoir si ce nouveau modèle produit de la stabilité, mais pour qui, où et à quel coût politique et social. C'est à cette condition que la RDC pourra éviter que le dérisquage ne se transforme en une souveraineté fragmentée, fonctionnelle pour les marchés, mais délétère pour le contrat social.

À la lumière de ces constats, plusieurs perspectives et recommandations se dégagent pour la souveraineté congolaise :

- Sortir de la passivité stratégique : L'État congolais doit mobiliser la richesse de son sous-sol comme un levier diplomatique offensif. Kinshasa ne doit plus se contenter de garanties pour ses exportations, mais exiger que les dividendes sécuritaires irriguent l'ensemble du territoire.
- Repolitisation de la sécurité : Il est urgent d'étendre les dispositifs de stabilisation au-delà des seules enclaves minières pour restaurer l'autorité de l'État dans les zones dites « non rentables ».
- Durabilité du modèle : Une paix bâtie exclusivement sur la sécurisation des infrastructures extractives restera fragile si elle continue d'exclure les communautés locales. Sans réappropriation souveraine, le dérisquage ne sera qu'une version modernisée de l'ancienne économie de comptoir.

Perspectives et recommandations : Pour une souveraineté retrouvée

À moyen et long terme, la durabilité du modèle de dérisquage actuellement à l'œuvre en RDC demeure profondément incertaine. Une paix bâtie exclusivement sur la sécurisation des rails (infrastructures extractives), des mines et corridors commerciaux ne peut produire qu'une stabilité fragile, dès lors qu'elle exclut les communautés locales. Celles-ci risquent alors de percevoir ces infrastructures Non comme des instruments de développement partagé, mais comme les vecteurs d'une prédation exogène renouvelée.

Pour l'État congolais, l'urgence est de sortir de la passivité stratégique. La RDC ne doit pas être le simple terrain de jeu de ce dérisquage exogène. La richesse de son sous-sol constitue un levier diplomatique majeur qui doit être mobilisé de manière offensive. Kinshasa ne doit plus se contenter de garanties pour ses exportations ; elle doit exiger que les dividendes sécuritaires et institutionnels générés par le nexus Luanda-Doha-Washington irriguent l'ensemble du territoire national.

Concrètement, cela implique une repolitisation de la question sécuritaire, visant à étendre les dispositifs de stabilisation au-delà des seules enclaves minières et logistiques, afin de restaurer l'autorité de l'État dans les zones considérées comme périphériques ou « non rentables ». Sans cette réappropriation souveraine, le dérisquage risque de n'être qu'une déclinaison contemporaine, financiarisée et technologisée, de l'ancienne économie de comptoir : efficace pour l'extraction, mais délétère pour la cohésion nationale et le contrat social.

CONFLITS D'INTÉRÊTS

Les auteurs déclarent n'avoir aucun conflit d'intérêt, financier ou personnel, pouvant influencer l'objectivité de cette analyse.

DÉCLARATION D'ÉTHIQUE

Cette étude repose exclusivement sur une méthodologie d'analyse documentaire et de traçage de processus (*process-tracing*) à partir de sources ouvertes et publiques. Elle n'a impliqué aucune expérimentation sur des sujets humains ou animaux. Les auteurs attestent que le contenu de cet article est original et respecte les normes strictes d'intégrité scientifique et de citation des sources.

REFERENCES

- [1] STEARNS, J. K. (2020). Danser à la gloire des monstres : La guerre au Congo et la chute de l'Afrique centrale. Kinshasa : Mlimani Editions. (Trad. Fr. de *Dancing in the Glory of Monsters*, New York : PublicAffairs, 2011)
- [2] RICHMOND, O. P. (2011). *A post-liberal peace*. Londres : Routledge.
- [3] PARIS, R. (2004). *At war's end : Building peace after civil conflict*. Cambridge : Cambridge University Press.
- [4] AUTESSERRE, S. (2010). *The trouble with the Congo : Local violence and the failure of international peacebuilding*. Cambridge : Cambridge University Press.
- [5] VLASSENROOT, K., & Raeymaekers, T. (2004). *Conflict and social transformation in Eastern DR Congo*. Ghent University Political Science Department Reports, 12, 1-25. Récupéré de <http://hdl.handle.net/1854/LU-308254>
- [6] DE WAAI, A. (2015). *The real politics of the Horn of Africa : Money, war and the business of power*. Cambridge : Polity Press.
- [7] COWEN, D. (2014). *The deadly life of logistics : Mapping violence in global trade*. Minneapolis, MN : University of Minnesota Press.
- [8] LE BILLON, P. (2012). *Wars of plunder : Conflicts, profits and the politics of resources*. New York : Columbia University Press.
- [9] MAYER, M. (2015). The securitization of critical infrastructure. Dans M. Mayer (Dir.), *The US politics of critical infrastructure protection* (pp. 23-45). Londres : Routledge.
- [10] Banque Mondiale. (2023). *Scaling Up to Phase Down : Public Investment to De-risk Private Capital*. Washington, DC : World Bank Group. Récupéré de : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/39563>
- [11] GABOR, D. (2021). The Wall Street Consensus. *Development and Change*, 52(3), 429-459. <https://doi.org/10.1111/dech.12645>
- [12] MULLIGAN, M. (2022). De-risking nature/finance : The rise of green bonds and the capture of value. *Geoforum*, 136, 145-154. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2022.03.006>
- [13] Département d'État des États-Unis. (2023, 9 septembre). *Joint Statement from the United States and the European Union on Support for the Lobito Corridor*. Washington, DC : Bureau du porte-parole. Récupéré de <https://www.state.gov/joint-statement-from-the-united-states-and-the-european-union-on-support-for-the-angola-zambia-and-the-democratic-republic-of-the-congo-lobito-corridor/>
- [14] Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC. (2023). *Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (S/2023/431)*. New York : Nations Unies. Récupéré de <https://undocs.org/S/2023/431>

- [15] ITIE-RDC. (2024). Rapport d'assouplissement de la mise en œuvre de la Norme ITIE : Exercices 2022-2023. Kinshasa : Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC. Récupéré sur le portail national de l'ITIE-RDC :https://www.itierdc.net/rapports_itie/
- [16] Oliveira, R. S. (2015). Magnificent and beggar land : Angola since the Civil War. Londres : Hurst & Company.
- [17] Présidence de la République d'Angola. (2022, 12 juillet). Feuille de route de Luanda sur le processus de pacification dans la région orientale de la RDC. Luanda. Récupéré de <https://www.gouvernement.cd/la-feuille-de-route-de-luanda/>
- [18] Banque Africaine de Développement. (2022). Projet de transport du Corridor de Lobito : Étude de faisabilité et conception. Abidjan : BAD. Récupéré de <https://www.afdb.org/fr/projects-and-operations/p-z1-db0-244>
- [19] SOVACOO, B. K., HOOK, A., MARTISKAINEN, M., & BAKER, L. (2020). The whole systems energy injustice of four European low-carbon transitions. *Global Environmental Change*, 62, 102066. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2020.102066>
- [20] ULRICHSEN, K. C. (2014). Qatar and the Arab Spring. Oxford : Oxford University Press.
- [21] VEZZOLI, S. (2023). Gulf States' engagement in Africa : The case of Qatar. *Journal of Arabian Studies*, 13(1), 45-62. <https://doi.org/10.1080/21534764.2023.2195382>
- [22] CARMODY, P. (2016). The new scramble for Africa. Cambridge : Polity Press.
- [23] HACHE, E. (2024). Matières premières : rareté, rivalités, dépassement. *Revue internationale et stratégique*, 133, 29-38. <https://doi.org/10.3917/ris.133.0029>
- [24] VILMER, J.-B. J. (2024). Le réveil stratégique : Essai sur la guerre permanente. Paris : Hachette.
- [25] FERGUSON, J. (2006). Global shadows : Africa in the neoliberal world order. Durham, NC : Duke University Press.
- [26] DE BRIER, G. (2015). La chaîne d'approvisionnement des minerais et ses liens avec le conflit dans l'est de la RDC. Cahiers du Pole Institute.
- [27] HOURCADE, J.-C. (2022). L'économie d'un accord mondial sur le climat. *Revue de l'OFCE*, 176, 149-174.
- [28] MBEMBE, A. (2020). Brutalisme. Paris : La Découverte.